

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

HSBC GLOBAL SERVICES (UK) LIMITED

Société Anonyme au capital de 20 000 101 £
Siège social : 8 Canada Square, Londres E14 5HQ (Royaume Uni)
838 401 297 R.C.S. Nanterre

A. — États financiers.

I. — Compte de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

	Note	2024	2023
		En milliers GBP	En milliers GBP
Produits d'intérêts	2	20 045	17 922
Charges d'intérêts		-116 224	-66 057
Charges d'intérêts nettes		-96 179	-48 135
Autres produits d'exploitation des entreprises du groupe		4 361 631	3 866 079
Total des produits	3	4 265 452	3 817 944
Variation des pertes de crédit attendues et autres charges pour dépréciation de crédit		3	-2
Résultat net d'exploitation		4 265 455	3 817 942
Rémunération et avantages du personnel		-740 741	-709 576
Frais généraux et administratifs	14, 16	-2 943 886	-2 605 258
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et des droits d'utilisation		-287 616	-248 591
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles		-28 368	-26 112
Total des charges d'exploitation	6	-4 000 611	-3 589 537
Résultat avant impôt		264 844	228 405
Charge d'impôt		-99 376	-71 228
Résultat sur l'exercice		165 468	157 177

II. — État du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

	Note	2024	2023
		En milliers GBP	En milliers GBP
Résultat sur l'exercice	3	165 468	157 177
(Pertes)/gains actuariels sur les régimes à prestations définies			
- Avant impôts sur les bénéfices		-2 236	30 681
- Impôts sur les bénéfices		559	-6 547
Total des autres (charges)/produits globaux sur l'exercice, nets d'impôts		-1 677	24 134
Total du résultat global sur l'exercice		163 791	181 311

III. — Bilan au 31 décembre 2024.

N° d'immatriculation : 7272547

	Note	2024	2023
		En milliers GBP	En milliers GBP
Actifs			
Liquidités en banque	8	1 300 081	1 052 206
Créances clients et autres créances	10	565 710	441 643
Placements financiers	11	224 487	270 755
Avances et acomptes	12	679 571	687 176
Autres actifs	13	92 702	124 460
Actifs d'impôts courants		33 420	18 350
Excédent de prestations de retraite	3	42 944	38 061
Droits d'utilisation	16	158 997	203 949
Immobilisations corporelles	14	936 756	835 051
Immobilisations incorporelles	15	120 985	138 857
Impôts différés actifs	7	924	30 142
Total de l'actif		4 156 577	3 840 650
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dettes financières envers des entreprises du groupe	17	1 448 084	1 168 594
Comptes de régularisation et passifs divers	18	1 612 104	1 623 829
Passifs de location		238 338	310 935
Passifs d'impôts courants		384	272
Impôts différés passifs		24 491	
Total du passif		3 323 401	3 103 630
Capitaux propres	19	20 000	20 000
Capital social appelé		813 176	717 020
Report à nouveau			
Total des capitaux propres		833 176	737 020
Total du passif et des capitaux propres		4 156 577	3 840 650

Les notes annexes aux pages 13 à 28 font partie intégrante des présents états financiers.

Les présents états financiers figurant aux pages 9 à 28 ont été approuvés par le Conseil d'administration le 8 mai 2025 et signés en son nom par :

Simon Parsons
Administrateur

IV. — Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat avant impôt	264 844	228 405
Ajustements pour :		
Dotations aux amortissements	315 358	274 465
Variation des actifs d'exploitation	-99 295	161 021
Variation des passifs d'exploitation	-24 767	-224 375
Charges d'intérêts	106 550	66 057
Impôt payé	-34 964	-35 146
Variation de l'actif des prestations de retraite	-2 968	-839
Transaction dont le paiement est fondé sur des actions, réglée en actions	1 381	804
Autres éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôt	-14 093	-12 283
Produits d'intérêts	-11 638	-10 461
Flux net de trésorerie généré par les activités d'exploitation	500 408	447 648
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Achat de placements financiers	-494 381	-622 352
Produits de l'échéance des placements financiers	538 977	583 264
Acquisition d'immobilisations corporelles	-333 296	-304 333
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-43 602	-111 271
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	33 107	55 604
Intérêts reçus	9 674	
Trésorerie nette utilisée dans les activités d'investissement	-289 521	-399 088
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Paiement des dettes locatives	-66 334	-56 427
Variation des créances sur d'autres entreprises du groupe	278 880	-2 406
Intérêts versés 1	-107 595	-53 421
Dividendes versés 2	-80 000	-89 000
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	24 951	-201 254
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	235 838	-152 694
Report de trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 081 320	1 234 014
Report de trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 317 158	1 081 320
Parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie figurent :		
– Liquidités en banque	1 300 081	1 052 206
– bons du Trésor à moins de trois mois	17 077	29 114
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 3	1 317 158	1 081 320
<p>1 Au cours de l'exercice, la présentation des intérêts payés sur le financement des prêts est passée de « Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation » à « Flux de trésorerie liés aux activités de financement », car elle est jugée plus représentative de la nature des flux de trésorerie. En conséquence, 53 millions GBP d'intérêts payés au titre de la période comparative ont été reclassés entre ces postes.</p> <p>2 La Société a versé des dividendes de 80 millions GBP en numéraire (2023 : 489 millions GBP dont 89 millions GBP en numéraire et le solde 400 millions GBP font partie de l'accord de compensation conclu par la Société avec HSBC Global Services Limited (« HGSL ») au titre des dettes subordonnées émises par la Société.)</p> <p>3 Au 31 décembre 2024, 340 millions GBP (2023: 377 millions GBP) correspondent à des avances versées par les bénéficiaires de services du Groupe à des prestataires de services inter-groupes, mises en place afin de se conformer aux exigences de la Norme PRA SS4/21- Assurer la continuité opérationnelle en cas de résolution, qui ne seront utilisées par le prestataire de services inter-groupes que pour soutenir la poursuite de ces services lors d'un événement de résolution au sein du Groupe HSBC.</p>		

V. — Tableau de variation des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

	Capital social appelé	Prime d'émission	Report à nouveau	Total des capitaux propres
	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP
Au 1er janvier 2024	20 000		717 020	737 020
Résultat sur l'exercice			165 468	165 468
- Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies, nettes d'impôts			-1 677	-1 677
Total du résultat global sur l'exercice			163 791	163 791
Dividendes versés aux actionnaires 1			-80 000	-80 000
Impact net des paiements fondés sur des actions réglés en actions			9 790	9 790
Autres variations			2 575	2 575
Au 31 décembre 2024	20 000		813 176	833 176
Au 1er janvier 2023	20 000	135 000	882 611	1 037 611
Résultat sur l'exercice			157 177	157 177
- Gains actuariels sur régimes à prestations définies, nets d'impôts			24 134	24 134
Total du résultat global sur l'exercice			181 311	181 311
Dividendes versés aux actionnaires 1			-489 000	-489 000
Impact net des paiements fondés sur des actions réglés en actions			11 774	11 774
Conversion de la prime d'émission en report à nouveau 2		-135 000	135 000	
Autres variations			-4 676	-4 676
Au 31 décembre 2023	20 000		717 020	737 020
<p>1. La Société a versé des dividendes de 80 millions GBP en numéraire (2023 : 489 millions GBP dont 89 millions GBP en numéraire et le solde 400 millions GBP dans le cadre de l'accord de compensation conclu par la Société avec HSBC Global Services Limited (« HGSL ») au titre des dettes subordonnées émises par la société).</p> <p>2. Au cours de l'exercice 2023, la société a procédé à une réduction et à une conversion des primes d'émission de 135 millions GBP et les a transférées en bénéfices non distribués.</p>				

VI. — Notes sur les états financiers.**1. – Bases de préparation et méthodes comptables significatives**

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni et aux exigences de la Loi britannique de 2006 sur les sociétés, telles qu'applicables aux sociétés déclarant en vertu de ces normes. Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers ont été appliquées de manière systématique à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

1.1. Fondement de la préparation**(a) Normes adoptées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Aucune nouvelle norme comptable ou interprétation n'a eu d'effet significatif sur la Société en 2024. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière systématique.

(b) Évolutions comptables futures

Modifications mineures apportées aux IFRS

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié un certain nombre d'amendements mineurs aux normes comptables IFRS qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2025. La Société s'attend à ce qu'ils aient un effet négligeable, une fois adoptés, sur les états financiers de la Société.

Autres amendements et nouvelles normes comptables IFRS**Amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir »**

En mai 2024, l'IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », en vigueur pour les périodes de déclaration annuelles commençant le 1^{er} janvier 2026 ou ultérieurement. Outre des indications sur le moment où certains passifs financiers peuvent être considérés comme réglés lors de l'utilisation d'un système de paiement électronique, les modifications apportent également des précisions supplémentaires concernant la classification des actifs financiers qui contiennent des clauses contractuelles modifiant le calendrier ou le montant des flux de trésorerie contractuels, y compris ceux découlant d'éventualités liées aux facteurs ESG, et des actifs financiers présentant certaines caractéristiques sans recours. La Société procède actuellement à une évaluation de l'impact potentiel.

IFRS 18 « Présentation des états financiers et informations à fournir »

En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 « Présentation des états financiers et informations à fournir », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. La nouvelle norme comptable vise à donner aux utilisateurs des états financiers une information plus transparente et plus comparable sur la performance financière d'une entité. Elle remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », mais reprend de nombreuses exigences de cette norme comptable IFRS inchangée. En outre, il existe trois nouvelles exigences relatives à la structure du compte de résultat, aux mesures du rendement définies par la direction et à l'agrégation et à la ventilation de l'information financière.

Si la norme IFRS 18 ne modifie pas les critères de comptabilisation ou les bases d'évaluation, elle peut avoir un impact sur la présentation de l'information dans les états financiers, notamment le compte de résultat et dans une moindre mesure le tableau des flux de trésorerie. HSBC évalue actuellement les impacts et l'état de préparation des données avant d'élaborer un plan de mise en œuvre plus détaillé.

(c) Devises étrangères

La devise fonctionnelle de la Société est la livre sterling, qui est également la devise de présentation des états financiers de la Société. Les opérations en devises étrangères sont comptabilisées au taux de change à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au taux de change à la date de clôture, à l'exception des actifs et passifs non monétaires évalués au coût historique, qui sont convertis au taux de change à la date de transaction initiale. Les écarts de change sont inclus dans les autres éléments du résultat global ou dans le compte de résultat selon le lieu où le gain ou la perte sur l'élément sous-jacent est comptabilisé.

(d) Présentation des informations

Les informations sur le capital selon la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » (« IAS1 ») ont été incluses dans les sections vérifiées du « Rapport des Administrateurs : Gestion du capital » en page 4.

Les états financiers présentent des informations sur la Société en tant qu'entreprise individuelle et non sur son groupe. Les états financiers de la Société ont été établis selon la convention du coût historique.

(e) Estimations et jugements comptables essentiels

La préparation de l'information financière nécessite le recours à des estimations et jugements sur les conditions à venir. Compte tenu des incertitudes inhérentes et du niveau élevé de subjectivité inhérent à la comptabilisation ou à l'évaluation des éléments, mis en évidence comme les « estimations et jugements comptables essentiels » à l'article 1.2 ci-dessous, il est possible que les résultats du prochain exercice diffèrent de ceux sur lesquels reposent les estimations de la direction. Cela pourrait donner lieu à des estimations et jugements sensiblement différents de ceux formulés par la direction pour les besoins des présents états financiers.

Il n'existe pas de méthodes comptables ou d'estimations jugées essentielles pour les résultats et la situation financière de la Société, en termes d'importance des éléments auxquels les méthodes ont été appliquées, qui impliquent un degré élevé de jugement et d'estimation.

(f) Principe de continuité de l'exploitation

Les états financiers sont préparés selon le principe de la continuité de l'exploitation, les Administrateurs étant convaincus que la Société dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir proche. Pour procéder à cette évaluation, les Administrateurs ont pris en compte un large éventail d'informations relatives aux conditions actuelles et à venir, y compris les projections futures de rentabilité, la liquidité, les besoins en capital et les ressources en capital. Ces considérations incluent des scénarios stressés qui reflètent l'incertitude de l'environnement macroéconomique suite à l'incertitude entourant l'inflation, à l'évolution rapide des taux d'intérêt et à la perturbation des chaînes d'approvisionnement en raison de la guerre russo-ukrainienne et du conflit au Moyen-Orient. Ils ont également pris en compte d'autres risques majeurs et émergents, dont le changement climatique, ainsi que les conséquences qui en découlent pour la rentabilité, le capital et la liquidité.

1.2. Résumé des principales méthodes comptables**(a) Produits et charges****Produits et charges d'intérêts**

Les produits et charges d'intérêts de tous les instruments financiers, à l'exception de ceux classés comme détenus à des fins de transaction ou comme évalués étant à leur juste valeur, sont comptabilisés dans les postes « Produits d'intérêts » et « Charges d'intérêts » du compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements ou paiements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une durée plus courte, à la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Les intérêts sur les actifs financiers dépréciés sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti (c'est-à-dire la valeur comptable brute de l'actif diminuée de la provision pour pertes de crédit attendues (« ECL »)).

Produits et charges hors intérêts

La Société fournit des services de traitement commercial et de traitement des connaissances sur la base du coût majoré. Le chiffre d'affaires est comptabilisé sur la période au cours de laquelle les services sont rendus aux entreprises liées.

(b) Instruments financiers évalués au coût amorti

— **Créances clients et autres créances** : Les créances clients et autres créances dues par les sociétés HSBC sont à l'origine comptabilisées à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les actifs financiers (et les provisions pour dépréciation y afférentes) sont normalement passés par pertes et profits, que ce soit en partie ou en totalité, lorsqu'il n'existe aucune perspective réaliste de recouvrement.

— **Investissements financiers** : Les actifs financiers qui sont détenus pour collecter les flux de trésorerie contractuels et qui contiennent des conditions contractuelles donnant lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des remboursements de principal et des intérêts, sont évalués au coût amorti. La valeur comptable de ces actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale inclut tous les coûts de transaction directement attribuables. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits à recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété.

— **Pertes de crédit attendues** : Les pertes de crédit attendues (« ECL ») sont comptabilisées pour les actifs financiers détenus à des fins de perception. Lors de la comptabilisation initiale, une provision est requise pour les ECL résultant d'événements de défaut qui sont possibles au cours des 12 prochains mois, ou moins, lorsque la durée de vie restante est inférieure à 12 mois (« ECL à 12 mois »). En cas d'augmentation significative du risque de crédit, une provision (ou provision) est requise pour les ECL résultant de tous les événements de défaut possibles sur la durée de vie attendue de l'instrument financier (« ECL à maturité »).

Les actifs financiers pour lesquels une ECL à 12 mois est comptabilisée sont considérés comme relevant du « stade 1 » ; les actifs financiers considérés comme ayant connu une augmentation significative du risque de crédit sont en « stade 2 » ; et les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de dépréciation, et donc considérés comme étant en défaut ou autrement dépréciés, sont en « stade 3 ».

— **Actifs non dépréciés et sans augmentation significative du risque de crédit – (stade 1)** : Les ECL résultant de cas de défaut possibles dans les 12 prochains mois (« ECL de moins de 12 mois ») sont comptabilisées pour les instruments financiers qui restent au stade 1.

— **Augmentation significative du risque de crédit (stade 2)** : Une évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale est effectuée à chaque période de reporting en tenant compte de l'évolution du risque de défaut survenant sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier. L'évaluation compare explicitement ou implicitement le risque de défaut survenant à la date de clôture par rapport à celui constaté lors de la comptabilisation initiale, en tenant compte d'informations raisonnables et justifiables, y compris des informations sur les événements passés, les conditions actuelles et les conditions économiques futures. L'évaluation est impartiale, pondérée en fonction des probabilités et, dans la mesure du possible, utilise des informations prospectives cohérentes avec celles utilisées dans la mesure de l'ECL. L'analyse du risque de crédit est multifactorielle. La détermination de la pertinence d'un facteur spécifique et de son poids par rapport à d'autres facteurs dépend du type de produit, des caractéristiques de l'instrument financier et de l'emprunteur, ainsi que sa région géographique. Par conséquent, il n'est pas possible de fournir un ensemble unique de critères qui détermineront ce qui est considéré comme une augmentation significative du risque de crédit et ces critères varieront selon les types de prêts. Toutefois, sauf identification préalable, tous les actifs financiers sont réputés avoir subi une augmentation significative du risque de crédit lorsqu'ils sont en souffrance depuis 30 jours.

— **Actifs dépréciés (stade 3)** : La Société détermine qu'un instrument financier est déprécié et au stade 3 en examinant des preuves objectives pertinentes, principalement si des paiements contractuels du principal ou des intérêts sont en souffrance depuis plus de 90 jours, il existe d'autres indications que l'emprunteur est peu susceptible de payer, comme lorsqu'une concession a été accordée à l'emprunteur pour des raisons économiques ou juridiques liées à la situation financière de l'emprunteur, ou que le prêt est autrement considéré comme défaillant.

Si cette probable absence de paiement n'est pas identifiée à un stade précoce, elle est réputée se produire lorsqu'une exposition est en souffrance depuis 90 jours. Par conséquent, les définitions de la détérioration du crédit et du défaut de paiement sont alignées autant que possible de manière à ce que le stade 3 représente tous les prêts considérés comme défaillants ou autrement dépréciés.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti (c'est-à-dire la valeur comptable brute diminuée de la provision pour l'ECL).

— **Actifs financiers** : La Société comptabilise à l'origine d'autres actifs financiers à la date à laquelle ils sont créés à leur juste valeur, puis évalués ultérieurement au coût amorti en suivant la méthode du taux d'intérêt effectif qui se rapproche de la juste valeur. Ceux-ci sont décomptabilisés lorsque le droit de percevoir les flux de trésorerie des actifs a expiré, ou lorsque la Société a transféré son droit contractuel de percevoir les flux de trésorerie des actifs financiers, et la quasi-totalité des risques et des aspects liés à la propriété, ou lorsque le contrôle n'est pas conservé.

— **Comptes de régularisation et passifs financiers divers** : Les montants sont à l'origine comptabilisés à la juste valeur puis évalués ultérieurement au coût amorti en recourant à la méthode du taux d'intérêt effectif.

— **Passifs financiers** : Les passifs financiers sont à l'origine évalués à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'achat ou à l'émission. Les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie à la disposition contractuelle de l'instrument. La Société décomptabilise le passif financier lorsque les obligations de la Société indiquées dans le contrat expirent, sont acquittées ou annulées. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont évalués au coût amorti en suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

(c) Rémunération et avantages du personnel

— **Paiements fondés sur des actions** : La Société conclut des accords de paiement en actions réglés en actions et réglés au comptant avec ses employés en rémunération de la prestation de leurs services.

La période d'acquisition de ces régimes peut commencer avant la date d'attribution légale si les employés ont commencé à fournir des services au titre de l'attribution avant la date d'attribution légale, en cas de compréhension commune des conditions de l'accord. Les charges sont comptabilisées lorsque l'employé(e) commence à rendre des services auxquels se rapporte l'attribution.

Les annulations résultent du non-respect d'une condition de non-acquisition au cours de la période d'acquisition et sont traitées comme une accélération de l'acquisition comptabilisée immédiatement au compte de résultat. Le non-respect d'une condition d'acquisition par l'employé(e) n'est pas considéré comme une annulation, et le montant des dépenses comptabilisées au titre de l'attribution est ajusté pour tenir compte du nombre d'attributions qui devraient être acquises.

— **Avantages postérieurs à l'emploi** : Le Groupe gère un certain nombre de régimes de retraite, notamment des régimes à prestations définies, des régimes à cotisations définies et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

Les paiements aux régimes à cotisations définies sont comptabilisés comme une charge au fur et à mesure que les employés rendent des services.

Les engagements de retraite à prestations définies sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. La charge nette au compte de résultat comprend principalement le coût des services rendus et les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies, et est présentée dans les charges d'exploitation.

Les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime hors intérêts et l'effet du plafond de l'actif (le cas échéant, hors intérêts), sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global. L'actif ou le passif net au titre des prestations définies représente la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime, après application du test du plafond des actifs, lorsque l'excédent net au titre des prestations définies est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions de cotisations futures au régime.

Les coûts des obligations découlant des autres régimes postérieurs à l'emploi sont comptabilisés selon le même principe que pour les régimes à prestations définies.

— Estimations et jugements essentiels :

Les estimations essentielles les plus importantes ont trait à la détermination des principales hypothèses utilisées dans le calcul de l'obligation de retraite à prestations définies pour le régime principal.	
Jugements	Estimations
	<p>Différentes hypothèses pourraient être appliquées et différentes hypothèses pourraient modifier sensiblement l'obligation au titre des prestations définies et les montants comptabilisés en résultat ou en capitaux propres.</p> <p>Le calcul de l'obligation de retraite à prestations définies inclut des hypothèses concernant le taux d'actualisation, le taux d'inflation, les paiements de pension et les pensions différées, la rémunération et la mortalité. La direction détermine ces hypothèses en concertation avec les actuaires du régime.</p> <p>Les principales hypothèses utilisées dans le calcul de l'obligation au titre des prestations définies pour le régime principal et la sensibilité du calcul à différentes hypothèses sont décrites à la Note 3.</p>

(d) Fiscalité

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans le compte de résultat sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est comptabilisé dans le même état que l'élément correspondant.

L'impôt exigible est l'impôt qui devrait être dû sur le bénéfice imposable de l'exercice et sur tout ajustement de l'impôt exigible au titre des exercices antérieurs. La Société prévoit les passifs d'impôt exigible potentiels qui pourraient survenir au titre des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales.

Des impôts différés sont comptabilisés sur les écarts temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs au bilan et les montants attribués à ces actifs et passifs à des fins fiscales. Les impôts différés sont calculés en utilisant les taux d'imposition qui devraient s'appliquer au cours des périodes au cours desquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés.

Pour évaluer la probabilité et le caractère suffisant des bénéfices imposables futurs, la direction tient compte de la disponibilité de preuves étayant la comptabilisation d'actifs d'impôts différés, en tenant compte des risques inhérents aux prévisions à long terme, y compris ceux liés au changement climatique, et des facteurs de l'historique récent des pertes fiscales, le cas échéant.

La Société examine également la résorption future des écarts temporaires imposables existants et des stratégies de planification fiscale, y compris les restructurations d'entreprises.

Les impôts exigibles et différés sont calculés selon les taux d'imposition et les lois adoptées ou quasi adoptées à la date du bilan.

(e) Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques s'avère nécessaire pour éteindre une obligation actuelle, juridique ou implicite, née d'événements passés et pour laquelle une estimation fiable peut être faite.

(f) Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions sont comptabilisés au coût historique, ou à leur juste valeur à la date de transition aux Normes IFRS (« coût résumé »), moins les pertes pour dépréciation et les amortissements sur leur durée de vie utile estimée, comme suit :

- les terrains détenus en pleine propriété ne sont pas amortis ;
 - les immeubles détenus en pleine propriété sont amortis au taux le plus élevé entre 2 % par an de façon linéaire ou sur leur durée de vie utile restante ; et
 - les terrains et bâtiments loués sont amortis sur la plus courte des durées non échues des baux ou de la durée de vie utile restante.
- Les équipements, agencements et aménagements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des pertes de valeur et des amortissements calculés de façon linéaire pour amortir les immobilisations sur leur durée de vie utile, qui est généralement comprise entre 5 et 20 ans.

La valeur comptable d'un élément ou d'une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession.

Le gain ou la perte résultant de la décomptabilisation est inclus(e) dans le compte de résultat lorsque l'élément est décomptabilisé. Les gains ou pertes sont déterminé(e)s comme la différence entre le produit net de la cession, le cas échéant, et la valeur comptable de l'élément. Les gains ne sont pas comptabilisés en chiffre d'affaires.

Toute contrepartie perçue lors de la cession est comptabilisée à l'origine à sa juste valeur. Si le paiement de l'élément est différé, la contrepartie perçue est comptabilisée à l'origine à l'équivalent de prix au comptant. La différence entre le montant nominal de la contrepartie et l'équivalent du prix au comptant est comptabilisée en produits d'intérêts conformément à la Norme IAS 18 reflétant le rendement effectif de la créance.

(g) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité finie sont comptabilisées au coût diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées et sont amorties sur leur durée d'utilité estimée.

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels informatiques développés en interne.

Les dépenses relatives aux logiciels développés en interne sont comptabilisées comme un actif lorsque la Société est en mesure de démontrer son intention et sa capacité d'achever le développement et d'utiliser le logiciel d'une manière qui générera des avantages économiques futurs et peut mesurer de manière fiable le coût de réalisation du développement. Le coût immobilisé des logiciels développés en interne comprend l'ensemble des coûts directement attribuables au développement du logiciel et est amorti sur sa durée d'utilité économique. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans les coûts capitalisés des immobilisations incorporelles. Les logiciels développés en interne sont comptabilisés au coût capitalisé diminué du cumul des amortissements et des dépréciations. Les dépenses ultérieures ne sont immobilisées que lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs incorporés dans l'actif spécifique auquel elles se rapportent.

Les actifs font l'objet de contrôles réguliers de dépréciation qui comparent la valeur comptable à la valeur d'utilité attendue. Les éventuelles pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

L'amortissement ne commence qu'à partir de la mise en service opérationnelle de l'actif. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé au compte de résultat sous la rubrique « Frais généraux et administratifs » de façon linéaire sur une période de trois à cinq ans à compter de la date à laquelle les immobilisations incorporelles sont disponibles pour utilisation.

(h) Capital social appelé

Les instruments financiers émis sont généralement classés en capitaux propres lorsqu'il n'existe pas d'obligation contractuelle de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs financiers. Les coûts supplémentaires directement attribuables à l'émission d'instruments de capitaux propres sont présentés dans les capitaux propres en déduction des produits, nets d'impôts.

(i) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces investissements sont normalement ceux dont l'échéance est inférieure à trois mois à compter de la date d'acquisition.

2. – Autres produits d'exploitation des entreprises du groupe.

Un revenu d'exploitation de 4 362 millions GBP (2023 : 3 866 millions GBP), comme indiqué dans le compte de résultat, comprend les honoraires facturés à d'autres sociétés du groupe pour des services fournis par l'entreprise.

3. – Rémunération et avantages du personnel.**— Rémunération totale des salariés :**

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Salaires et traitements, y compris paiements fondés sur des actions	592 257	566 607
Charges sociales	76 271	76 343
Avantages postérieurs à l'emploi	72 213	66 626
Exercice clos le 31 décembre	740 741	709 576

— Nombre moyen de personnes employées par la Société au cours de l'exercice :

	2024	2023
Patrimoine et services bancaires aux particuliers	322	538
Banque commerciale	371	412
Services bancaires et marchés mondiaux	212	223
Siège social	4 705	4 663
Exercice clos le 31 décembre	5 610	5 836

La charge au compte de résultat des paiements en actions est comptabilisée en salaires et traitements comme suit :

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Attributions d'actions réservées (réglées en actions)	7 230	8 131
Plans d'épargne et autres régimes d'options sur actions	3 821	3 235
Exercice clos le 31 décembre	11 051	11 366

Régimes de retraite

La Société gère des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies couvrant tous les employés à temps plein de la Société.

Dans le régime de retraite à cotisations définies, les cotisations que la Société est tenue de verser sont connues, tandis que la prestation de retraite finale variera, généralement en fonction des rendements obtenus grâce aux choix de placement effectués par l'employé(e).

Dans le régime à prestations définies, le niveau des prestations de retraite est connu. Par conséquent, le niveau des cotisations exigées par l'entreprise variera en raison d'un certain nombre de risques, notamment :

- les investissements générant un rendement inférieur à celui requis pour fournir les prestations prévues au régime ;
- l'environnement économique qui a conduit à des faillites d'entreprises, entraînant ainsi une dépréciation de la valeur des actifs (actions et dettes) ;
- une variation des taux d'intérêt ou de l'inflation, entraînant une augmentation de la valeur des passifs du régime.

Principales hypothèses actuarielles du régime principal.**Péréquation de la pension minimum garantie (« PMG »)**

À la suite d'un jugement rendu par la Haute Cour de Justice d'Angleterre et du Pays de Galles en 2018, nous avons estimé l'effet financier de la péréquation des prestations au titre de la PMG, et de toute conversion potentielle de la PMG en prestations ne relevant pas de la PMG, à une diminution d'environ 1,9 % des passifs du régime, soit 8,7 millions GBP en vertu de la Norme IAS 19 au 31 décembre 2018. Il a été comptabilisé en tant que coût des services passés dans le compte de résultat en 2018. Nous continuons d'évaluer l'impact de la péréquation de la PMG.

La Société détermine les taux d'actualisation à appliquer à ses obligations en concertation avec les actuaires locaux des régimes, en fonction du rendement moyen actuel des titres de créance de haute qualité (notés AA ou équivalent), dont les échéances sont cohérentes avec celles des obligations au titre des prestations définies.

	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de revalorisation des pensions	Taux d'augmentation des salaires
Année	%	%	%	%
Au 31 décembre 2024	5,54	3,33	3,22	3,63
Au 31 décembre 2023	4,65	3,23	3,14	3,42

Tables de mortalité et espérance de vie moyenne selon l'âge – pour le régime principal :

	Table de mortalité	Espérance de vie à 60 ans pour un homme actuellement :		Espérance de vie à 60 ans pour une femme actuellement :	
		60 ans	40 ans	60 ans	40 ans
Au 31 décembre 2024	SAPS S3 1	26,10	27,70	28,30	29,90
Au 31 décembre 2023	SAPS S3 1	26,20	27,70	28,30	29,80
1. <i>Tableau S3 sur le régime de retraite autogéré (« SAPS »), avec différents tableaux et multiplicateurs adoptés en fonction du sexe, du montant de la retraite et du statut du participant, reflétant l'expérience réelle de mortalité du régime. Les améliorations sont projetées conformément au CMI 2023 de la Continuous Mortality Investigation (2023 : CMI 2022) avec un ajout initial aux améliorations de 0,25 % par an et un taux d'amélioration à long terme de 1,25 % par an.</i>					

Sensibilités des hypothèses actuarielles

Le taux d'actualisation est sensible à l'évolution des conditions de marché au cours de l'année de référence. Les taux de mortalité utilisés sont sensibles à l'expérience tirée du profil du participant au régime. Le tableau ci-dessous montre l'effet des variations de ces hypothèses et des autres hypothèses clés sur le régime principal :

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Taux d'actualisation		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une augmentation de 25 pb	-1 917	-2 529
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une baisse de 25 pb	2 012	2 696
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une augmentation de 25 pb	-226	-223
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une baisse de 25 pb	222	219
Taux d'inflation		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une augmentation de 25 pb	1 553	2 674
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une baisse de 25 pb	-1 504	-2 620
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une augmentation de 25 pb	86	125
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une baisse de 25 pb	-83	-121
Taux de revalorisation des pensions versées et différées		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une augmentation de 25 pb	210	-81
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une baisse de 25 pb	-286	332
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une augmentation de 25 pb	12	-3
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une baisse de 25 pb	-16	16
Taux d'augmentation des salaires		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une augmentation de 25 pb	1 922	3 352
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice en raison d'une baisse de 25 pb	-1 911	-3 330
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une augmentation de 25 pb	107	156
Variation du coût des retraites de l'année suivante en raison d'une baisse de 25 pb	-106	-154
Mortalité		
Variation des engagements de retraite à partir de chaque année supplémentaire d'espérance de vie supposée	991	1 358

Les méthodes et types d'hypothèses utilisés pour préparer l'analyse de sensibilité n'ont pas changé par rapport à l'exercice précédent.

Régimes de retraite à prestations définies

— Excédent net au titre des régimes de retraite à prestations définies :

	Juste valeur des actifs du régime	Valeur actuelle des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	Actif net au titre des prestations
	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP
Actif net au titre des régimes de retraite à prestations définies au 1er janvier 2024	98 162	-60 101	38 061
Coût des services		-14 652	-14 652
- Coût des services courants		-6 375	-6 375
- Coût des services passés		-8 277	-8 277
Produits/(charges) d'intérêts nets sur l'actif/(le passif) net au titre des régimes de retraite à prestations définies	4 464	-2 611	1 853
Effets de réévaluation comptabilisés en autres éléments du résultat global	-13 056	10 820	-2 236
- Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	-13 056		-13 056
- Hypothèses de gains/(pertes) actuariels financières		4 395	4 395
- Hypothèses de gains/(pertes) actuariels démographiques		1 289	1 289
- Gains/(pertes) actuariels d'expérience		5 136	5 136
Paiements de transfert	-11 483	16 749	5 266
Cotisations de l'employeur	23 560		23 560
Prestations versées	-8 334	8 334	
Frais administratifs au cours de l'exercice		-8 908	-8 908
Au 31 décembre 2024	93 313	-50 369	42 944
Actif net au titre des régimes de retraite à prestations définies au 1er janvier 2023	110 732	-99 671	11 061
Coût des services		-19 798	-19 798
- Coût des services courants		-3 509	-3 509
- Coût des services passés		-16 289	-16 289
Produits/(charges) d'intérêts nets sur l'actif/(le passif) net au titre des régimes de retraite à prestations définies	5 642	-4 830	812
Effets de réévaluation comptabilisés en autres éléments du résultat global	-2 688	33 369	30 681
- Rendement des actifs du régime (hors produits d'intérêts)	-2 688		-2 688
- Hypothèses de gains/(pertes) actuariels financières		-450	-450
- Hypothèses de gains/(pertes) actuariels démographiques		1 432	1 432
- Gains/(pertes) actuariels d'expérience		32 387	32 387
Paiements de transfert	-25 200	20 705	-4 495
Cotisations de l'employeur	27 800		27 800
Prestations versées	-15 463	15 463	
Frais administratifs au cours de l'exercice	-2 661	-5 339	-8 000
Au 31 décembre 2023	98 162	-60 101	38 061

— Juste valeur des actifs du régime par classe d'actifs :

	2024			2023		
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif	Pas de cotation sur un marché actif	Juste valeur	Cotation sur un marché actif	Pas de cotation sur un marché actif
	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP
Juste valeur des actifs du régime	93 313	13 300	80 013	98 162	5 314	92 848
Contrat de rente	1 062		1 062	585		585
Compte bancaire lié au régime	13 300	13 300		5 314	5 314	
Véhicules de placement collectif	78 951		78 951	92 263		92 263

Le rendement réel des actifs du régime pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 était un rendement de (8,59) millions GBP (2023 : 2,95 millions GBP). La Société prévoit de verser 15,28 millions GBP de cotisations normales au régime de retraite à prestations définies en 2025.

— Plans d'attribution d'actions HSBC :

Régimes	Politique
Attribution d'actions réservées (y compris les primes d'intéressement annuelles distribuées en actions) et Plan d'attribution d'actions en fonction de la performance du groupe (« GPSP »)	<p>Une évaluation de la performance sur la période concernée se terminant le 31 décembre permet de déterminer le montant de la prime à attribuer.</p> <p>Les primes différées exigent généralement que les employés restent en emploi pendant la période d'acquisition des droits et ne sont pas soumises à des conditions de performance après la date d'attribution.</p> <p>Les primes d'émission d'actions différées sont généralement acquises sur une période de trois ans et les primes au titre du GPSP sont acquises après cinq ans.</p> <p>Les actions acquises peuvent être soumises à une obligation de conservation après l'acquisition. Les primes au titre du GPSP sont conservées jusqu'à la cessation de l'emploi. Les primes attribuées à partir de 2010 sont soumises à une clause de malus avant l'acquisition des droits.</p> <p>Les primes attribuées aux preneurs de risques importants à partir de 2016 sont soumises à une récupération après acquisition.</p>
Employé international Plan d'achat d'actions (« sharematch »)	<p>Ce régime a été introduit pour la première fois à Hong Kong en 2013 et couvre désormais des employés basés dans 25 pays.</p> <p>Les actions sont achetées sur le marché chaque trimestre jusqu'à concurrence d'une valeur maximale de 750 GBP, ou l'équivalent en devise locale.</p> <p>Les primes correspondantes sont ajoutées à raison d'une action gratuite pour trois actions achetées.</p> <p>Les primes correspondantes sont acquises sous réserve de la poursuite de l'emploi et de la conservation des actions achetées pendant une période maximale de deux ans et neuf mois.</p>

— Évolution des attributions d'actions HSBC :

	2024	2023
	Nombre	Nombre
	(en milliers)	(en milliers)
Primes d'émission d'actions réservées en circulation au 1er janvier	2 273	2 275
Ajoutées au cours de l'exercice	1 806	1 404
Libérées au cours de l'exercice	-1 325	-1 321
Perdues au cours de l'exercice	-116	-25

Transférées en cours d'exercice	-207	-60
Primes d'émission d'actions réservées en circulation au 31 décembre	2 431	2 273
Juste valeur moyenne pondérée des primes attribuées (GBP)	5,12	4,94

— Plans d'options sur actions HSBC :

Régimes	Politique
Régimes d'épargne sur actions (« Sharesave »)	<p>Deux régimes : le Régime britannique et le Régime international. La dernière attribution d'options dans le cadre du Régime international remonte à 2012.</p> <p>À partir de 2014, les employés éligibles peuvent épargner jusqu'à 500 GBP par mois avec la possibilité d'utiliser l'épargne pour acquérir des actions.</p> <p>Exercable dans les six mois suivant le troisième ou le cinquième anniversaire de la prise d'effet d'un contrat de trois ou cinq ans, respectivement.</p> <p>Le prix de levée est fixé à 20 % (2023 : 20 %) de décote par rapport à la valeur marchande précédant immédiatement la date de l'invitation.</p>

— Calcul des justes valeurs :

Les justes valeurs des options sur actions sont calculées selon un modèle de Black-Scholes. La juste valeur d'une prime d'émission d'actions dépend du cours de l'action à la date d'attribution.

— Évolution des régimes d'options sur actions HSBC :

	Options sur actions liées à l'épargne	
	Nombre	WAEP1
	(en milliers)	GBP
En circulation au 1er janvier 2024	17 264	3,36
Attribuées au cours de l'exercice	2 124	5,30
Exercées au cours de l'exercice	-3 244	2,95
Échues au cours de l'exercice	-601	3,94
Transférées en cours d'exercice	-109	2,63
En circulation au 31 décembre 2024	15 434	3,68
Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	2,05	
1. Prix de levée moyen pondéré		

	Options sur actions liées à l'épargne	
	Nombre	WAEP1
	(en milliers)	GBP
En circulation au 1er janvier 2023	22 725	2,87
Attribuées au cours de l'exercice	4 315	4,70
Exercées au cours de l'exercice	-8 079	2,75
Échues au cours de l'exercice	-1 090	3,40
Transférées en cours d'exercice	-607	2,63
En circulation au 31 décembre 2023	17 264	3,36
Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	2,42	
1. Prix de levée moyen pondéré		

4 – Rémunération des Administrateurs.

Aucun des Administrateurs de la Société n'a perçu de rémunération au titre de ses services en tant qu'Administrateur de la Société (2023 : néant). Les Administrateurs considèrent que les services qu'ils rendent à la Société sont accessoires à leurs autres responsabilités au sein du Groupe HSBC.

5 – Rémunération des commissaires aux comptes.

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Rémunération des commissaires aux comptes 1	128	127
Exercice clos le 31 décembre	128	127

La rémunération des commissaires aux comptes correspond aux honoraires dus à PwC pour l'audit légal des états financiers.

6 – Charge d'impôt

— Charge d'impôt :

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Impôt exigible		
Impôt britannique sur les sociétés		
- Au titre de l'exercice en cours	26 620	46 201
- Ajustements au titre des exercices antérieurs	-18 054	-39 762
- Retenue à la source subie	34 490	19 427
Total des impôts exigibles	43 056	25 866
Impôts différés		
- Origination et résorption des écarts temporaires	33 567	3 579
- Effets des variations de taux d'imposition		269
- Ajustements au titre des exercices antérieurs	22 753	41 514
Total des impôts différés	56 320	45 362
Total de la charge d'impôt	99 376	71 228

Le taux de l'impôt britannique sur les sociétés applicable à la Société était de 25,00 % (2023 : 23,50 %).

L'actif d'impôt différé au 31 décembre 2024 a été calculé en fonction de ces taux, en tenant compte du calendrier attendu de la résorption des écarts temporaires retraités.

Outre le montant imputé au compte de résultat, le montant total des impôts courants et différés relatifs aux éléments crédités directement dans les capitaux propres s'élève à 8 416 000 GBP (2023 : 10 970 000 GBP).

Rapprochement fiscal

L'impôt imputé au compte de résultat diffère des charges fiscales qui s'appliqueraient si tous les bénéfices avaient été imposés au taux de l'impôt britannique sur les sociétés comme suit :

	2024		2023	
	En milliers GBP	(%)	En milliers GBP	(%)
Résultat avant impôt	264 844		228 405	
Impôt à 25 % (2023 : 23,50 %)	66 115	25,00	53 675	23,50
Ajustements au titre des passifs des exercices antérieurs	4 699	1,77	1 751	0,77
Déductions d'impôt non admises à titre permanent	2 583	0,98	3 085	1,35
Impact d'une imposition différente des bénéfices à l'étranger sur les implantations à l'étranger	94	0,04	137	0,06
Impact lié à l'évolution des taux d'imposition	18	0,01	645	0,28
Impôts locaux et retenues à la source à l'étranger	25 867	9,77	11 935	5,23
Exercice clos le 31 décembre	99 376	37,52	71 228	31,18

Facteurs susceptibles d'affecter les charges d'impôt futures

Le 20 juin 2023, une législation a été promulguée au Royaume-Uni afin d'introduire les règles fiscales minimales mondiales du deuxième pilier de l'OCDE et une taxe additionnelle minimale domestique qualifiée au Royaume-Uni, avec effet au 1^{er} janvier 2024. Sur la base d'une évaluation réalisée, il n'est pas prévu que cette législation augmente la dette future d'impôt de la société.

7. – Impôts différés actifs et passifs

Le tableau suivant présente les actifs et passifs d'impôts différés bruts comptabilisés au bilan et les montants associés comptabilisés au compte de résultat :

	Immobilisations corporelles	Paiements fondés sur des actions	Autres écarts temporaires	Total
	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP
Au 1er janvier 2024	18 208	12 631	-697	30 142
Crédit/(débit) sur le compte de résultat	-36 113	165	2 402	-33 546
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-26 999	763	2 494	-23 741
Autres variations		4 240	-663	3 578
Au 31 décembre 2024	-44 904	17 800	3 536	-23 567
Au 1er janvier 2023	57 501	12 285	11 627	81 413
Crédit/(débit) sur le compte de résultat	5 074	-289	-8 254	-3 469
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-43 990		2 476	-41 514
Autres variations	-377	635	-6 546	-6 288
Au 31 décembre 2023	18 208	12 631	-697	30 142

8. – Liquidités en banque

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Montants détenus auprès d'autres entreprises du groupe	1 300 081	1 052 206
Au 31 décembre	1 300 081	1 052 206

Au 31 décembre 2024, 340 millions GBP (2023: 377 millions GBP) concernent les avances versées par les bénéficiaires de services du Groupe à des prestataires de services inter-groupe, mises en place afin de se conformer aux exigences de la Norme PRA SS4/21 – Assurer la continuité opérationnelle en cas de résolution, qui ne seront utilisées par le prestataire de services inter-groupe que pour soutenir la poursuite de ces services lors d'un événement de résolution au sein du Groupe HSBC.

9. – Analyse des actifs et passifs financiers selon la méthode d'évaluation.

Les actifs et passifs financiers sont évalués en permanence au coût amorti.

Au 31 décembre 2024	Actifs et passifs financiers au coût amorti	Total
	En milliers GBP	En milliers GBP
Actifs		
Liquidités en banque	1 300 081	1 300 081
Créances clients et autres créances	565 710	565 710
Placements financiers	224 487	224 487
Autres actifs	2 558	2 558
Total des actifs financiers	2 092 836	2 092 836
Passif		
Montant dû à d'autres entreprises du groupe	111 591	111 591
Dettes financières envers des entreprises du groupe	1 448 084	1 448 084
Comptes de régularisation	354 228	354 228
Dettes liées aux paiements en actions	15 693	15 693
Passifs de location	238 338	238 338
Autres passifs	102 818	102 818
Total des passifs financiers	2 270 752	2 270 752

Au 31 décembre 2023	Actifs et passifs financiers au coût amorti	Total
	En milliers GBP	En milliers GBP
Actifs		
Liquidités en banque	1 052 206	1 052 206
Créances clients et autres créances	441 643	441 643
Autres actifs	22 608	22 608
Placements financiers	270 755	270 755
Total des actifs financiers	1 787 212	1 787 212
Passif		
Montant dû à d'autres entreprises du groupe	84 851	84 851
Dettes financières envers des entreprises du groupe	1 168 594	1 168 594
Comptes de régularisation	289 277	289 277
Dettes liées aux paiements en actions	13 833	13 833
Passifs de location	310 935	310 935
Autres passifs	135 151	135 151
Total des passifs financiers	2 002 641	2 002 641

Les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur sont soit à court terme, soit réévalués fréquemment aux taux courants du marché. Par conséquent, leur valeur comptable est une approximation raisonnable de leur juste valeur.

10. – Créances clients et autres créances.

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Montants dus par d'autres entreprises du groupe	565 710	441 643
Au 31 décembre	565 710	441 643

Les montants dus par d'autres entreprises du groupe ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et sont remboursables selon les conditions de crédit convenues dans les 12 prochains mois.

11. – Placements financiers.

Valeur comptable des placements financiers :

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Titres de créance évalués au coût amorti		
- Bons du Trésor britanniques	224 489	270 760
- Pertes de crédit attendues	-2	-5
Valeur comptable au 31 décembre	224 487	270 755

Les placements financiers au coût amorti relèvent de l'allocation au stade 1 (ECL de moins de 12 mois) avec 1 657 GBP de provisions pour dépréciation au 31 décembre 2024 (2023 : 4 537 GBP).

Analyse de l'échéance des placements financiers

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Exigible dans les 3 mois	132 789	218 574
Échéance dans les 3 à 6 mois	91 698	52 181
Valeur comptable au 31 décembre	224 487	270 755

12. – Avances et acomptes.

L'entité dispose d'avances et d'acomptes de 680 millions GBP (2023 : 687 millions GBP), dont 540 millions GBP (2023 : 512 millions GBP) devraient être consommés au cours des 12 prochains mois, les 140 millions GBP (2023 : 175 millions GBP) restants devant être consommés au bout de 12 mois.

13. – Autres actifs.

Les autres actifs devraient être réglés dans les 12 prochains mois.

14. – Immobilisations corporelles.

	Équipements, agencements et aménagements	Terrains et constructions en pleine propriété	Terrains et constructions loués	Total
	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP
Coût				
Au 1er janvier 2024	1 383 622	262 873	133 693	1 780 188
Ajouts	312 328	15 283	5 685	333 296
Cessions	-522	-1 384	-5	-1 911
Autres variations	13	-4		9
Au 31 décembre 2024	1 695 441	276 768	139 373	2 111 582
Amortissements cumulés				
Au 1er janvier 2024	-805 296	-68 585	-71 256	-945 137
Charge sur l'exercice	-199 283	-10 134	-18 030	-227 447
Cessions	-2 531	706	5	-1 820
Dépréciations	-422			-422
Au 31 décembre 2024	-1 007 532	-78 013	-89 281	-1 174 826
Valeur nette comptable				
Au 1er janvier 2024	578 326	194 288	62 437	835 051
Au 31 décembre 2024	687 909	198 755	50 092	936 756
Coût				
Au 1er janvier 2023	1 099 610	243 028	133 357	1 475 995
Ajouts	284 127	19 845	340	304 312
Cessions				
Autres variations	-115		-4	-119
Au 31 décembre 2023	1 383 622	262 873	133 693	1 780 188
Amortissements cumulés				
Au 1er janvier 2023	-638 094	-58 280	-55 621	-751 995
Charge sur l'exercice	-167 093	-10 305	-15 635	-193 033
Cessions				
Dépréciations	-89			-89
Autres variations	-20			-20
Au 31 décembre 2023	-805 296	-68 585	-71 256	-945 137
Valeur nette comptable				
Au 1er janvier 2023	461 516	184 748	77 736	724 000
Au 31 décembre 2023	578 326	194 288	62 437	835 051

15. – Immobilisations incorporelles.

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Coût		
Au 1er janvier	211 789	156 122
Ajouts	43 602	111 271
Cession	-26 219	-55 604
Autres variations	-9 737	
Au 31 décembre	219 435	211 789
Amortissements cumulés		
Au 1er janvier	-72 932	-46 874
Charge sur l'exercice	-28 368	-26 112
Autres variations	2 850	54
Au 31 décembre	-98 450	-72 932
Valeur nette comptable		
Au 1er janvier	138 857	109 248
Au 31 décembre	120 985	138 857

16 – Droits d'utilisation.

	Droits d'utilisation	
	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Coût		
Au 1er janvier	604 049	583 680
Ajouts	17 862	20 850
Supprimés	-10 728	-504
Autres variations		23
Au 31 décembre	611 183	604 049
Amortissements cumulés		
Au 1er janvier	-400 100	-344 696
Charge sur l'exercice	-59 747	-55 469
Supprimés	7 652	99
Autres variations	9	-34
Au 31 décembre	-452 186	-400 100
Valeur nette comptable		
Au 1er janvier	203 949	238 984
Au 31 décembre	158 997	203 949

17. – Dettes subordonnées envers des entreprises de HSBC.

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Passif		
Dettes subordonnées à la société mère immédiate – HGSL	1 448 084	1 168 594
Au 31 décembre	1 448 084	1 168 594

Au 13 juin 2024, la Société a conclu une dette d'absorption des pertes supplémentaire de 280 millions GBP, la dette d'absorption des pertes totale émise par HGSL atteignant 1 451 millions GBP (2023: 1 171 millions GBP).

Les créances sont émises avec l'option de dépréciation de l'emprunteur suite à la survenance d'un événement déclencheur. L'événement déclencheur est lorsque l'actif net de la Société (c'est-à-dire les capitaux propres) devient inférieur à 105 millions.

GBP. Dans le cas où un événement déclencheur se produit lorsque la Société déprécie les dettes émises à HGSL, les dettes émises par HGSL à HGHQ sont obligatoirement dépréciées à la même valeur.

Les dettes subordonnées ne sont pas garanties et occupent un rang inférieur aux obligations de premier rang. La dette est liée à SONIA avec des intérêts échus et payés trimestriellement. La date d'échéance pour 1 171 millions GBP en décembre 2029, pour 280 millions GBP en juin 2030, avec possibilité de remboursement anticipé d'un an.

18. – Comptes de régularisation et passifs divers.

	2024	2023
	En milliers GBP	En milliers GBP
Comptes de régularisation	354 228	289 277
Dettes liées aux paiements en actions	15 693	13 833
Montants dus à d'autres entreprises du groupe	966 591	1 034 851
Provisions	54 100	68 176
Autres passifs	221 492	217 692
Au 31 décembre	1 612 104	1 623 829

Les montants dus à d'autres entreprises du groupe ne sont pas garantis et ne portent pas intérêt.

Les passifs liés aux paiements fondés sur des actions comprennent 6,6 millions GBP (2023 : 6,4 millions GBP), des montants dus à d'autres entreprises du groupe de 855 millions GBP (2023 : 950 millions GBP) et des provisions de 39,5 millions GBP (2023 : 50,4 millions GBP), qui sont évalués au coût amorti et sont exigibles après 12 mois. Tous les montants restants sont dus dans un délai de 12 mois.

19. – Capital social appelé.

	2024		2023	
	Nombre	En milliers GBP	Nombre	En milliers GBP
Émises, attribuées et entièrement libérées				
Actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 GBP	20 000 101	20 000	20 000 101	20 000
Au 1er janvier et au 31 décembre	20 000 101	20 000	20 000 101	20 000

20. – Gestion des risques financiers.

Le risque financier de la Société comprend le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La gestion du risque financier et la prise en compte de la rentabilité, des flux de trésorerie et des ressources en capital constituent un élément clé de l'évaluation par les Administrateurs de la continuité de l'exploitation de la Société.

— **Gestion du risque de crédit** : Le risque de crédit est le risque de perte financière qui se produit si un client ou une contrepartie de la Société manque à une obligation de paiement en vertu d'un contrat.

Un risque de crédit existe sur les créances sur les parties liées. L'exposition maximale au risque de crédit est représentée par la valeur comptable de ces créances. L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux liquidités en banque et aux créances commerciales et autres créances concerne les montants dus par d'autres entreprises du groupe. Ces contreparties n'ont pas d'antécédents de défaut et ont été en mesure de faire face à leurs dettes à leur échéance. Toutefois, les montants peuvent ne pas être intégralement recouvrables au titre des créances clients et autres débiteurs en raison de litiges sur les services fournis.

Le montant impayé depuis plus de 30 jours au titre de ces créances s'élève à 44 millions GBP (2023 : 73 millions GBP), dont une provision pour dépréciation de 26 millions GBP (2023 : 27 millions GBP) a été constituée.

Le risque de crédit de HSBC UK Bank Plc est fortement concentré à la fin de la période considérée, principalement du fait de notre relation bancaire et des services fournis.

La Société détient des placements financiers sous la forme de bons du Trésor britanniques générant une perte de crédit attendue de 2 000 GBP (2023 : 5 000 GBP) à fin décembre 2024.

La notation de crédit externe pour les investissements financiers en bons du Trésor britannique est A-1+.

— **Gestion du risque de liquidité** : Le risque de liquidité est le risque que la Société ne dispose pas des ressources financières suffisantes pour honorer ses obligations à leur échéance ou n'ait accès à ces ressources qu'à un coût excessif. Le risque provient de l'inadéquation du moment de l'encaissement des flux de trésorerie.

Voici une analyse des flux de trésorerie non actualisés à payer au titre de différents passifs financiers par échéance contractuelle résiduelle à la date de clôture :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Sur demande	Exigible dans les 3 mois	Échéance dans les 3 à 12 mois	Échéance dans les 1 à 5 ans	Exigible après 5 ans
	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP
Dettes envers les sociétés mères	1 448 084	1 905 111		27 772	83 316	1 794 023	
Intérêts courus sur emprunts auprès des sociétés mères	4 567	4 567		4 567			
Montants dus à d'autres entreprises du groupe	76 946	76 946	76 946				
Dettes à payer	354 228	354 228	354 228				
Passifs de location	238 338	266 394		23 824	71 619	153 151	17 800
Autres passifs	102 818	102 818	102 818				
Au 31 décembre 2024	2 224 981	2 710 064	533 992	56 163	154 935	1 947 174	17 800
Dettes envers les sociétés mères	1 168 594	1 657 358		24 318	72 954	1 560 086	
Intérêts courus sur emprunts auprès des sociétés mères	4 799	4 799		4 799			
Montants dus à d'autres entreprises du groupe	81 266	81 266	81 266				
Dettes à payer	289 277	289 277	289 277				
Passifs de location	310 935	433 287		32 073	95 275	288 056	17 883
Autres passifs	135 151	135 151	135 151				
Au 31 décembre 2023	1 990 022	2 601 138	505 694	61 190	168 229	1 848 142	17 883

Risque lié à la retraite

Les risques liés à la retraite de la Société sont gérés et supervisés conformément à l'approche du Groupe HSBC en matière de gestion du risque lié à la retraite.

Gestion des risques de marché

Le risque de marché est le risque d'impact financier défavorable sur les activités de négociation découlant de l'évolution des paramètres de marché tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actifs, les volatilités, les corrélations et les spreads de crédit.

Pendant l'exercice en cours et l'exercice précédent, la Société était peu exposée au risque de change, principalement lié au paiement de coûts dans d'autres devises.

(a) Risque de taux d'intérêt : Au 31 décembre 2024, la Société était exposée au risque de taux d'intérêt sur ses prêts de 1 451 millions GBP, qui sont fondés sur SONIA. Le tableau ci-dessous présente l'effet sur les revenus nets d'intérêts futurs d'une hausse ou d'une baisse parallèle supplémentaire de 100 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture (2023 : 1 171 millions GBP de risque de taux d'intérêt sur les prêts).

	Hausse de 100 pb	Baisse de 100 pb
	En milliers GBP	En milliers GBP
Au 31 décembre 2024		
Dettes envers la société mère	14 510	-14 510
Augmentation/(diminution) totale	14 510	-14 510
Au 31 décembre 2023		
Dettes envers la société mère	11 710	-11 710
Augmentation/(diminution) totale	11 710	-11 710

(b) Risque de change : La Société est exposée au risque de change sur les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la livre sterling.

La Société surveille son exposition nette et tente de la minimiser lorsque les conditions le permettent. La Société ne couvre pas sa position nette en dehors des principales devises telles que l'USD, l'EUR et le HKD. Au 31 décembre 2024, la Société était exposée à un risque de change équivalent à 3,3 millions GBP. Si toutes les variables sont maintenues constantes, l'effet d'une

augmentation/(diminution) de 10 % des devises étrangères serait une augmentation/(diminution) de l'exposition de 0,3 million GBP.

21. – Opérations avec les parties liées.

Parmi les parties liées de la Société figurent la société mère, les filiales apparentées, les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi pour les employés de la Société, les principaux dirigeants, les membres de leur famille proche et les entités contrôlées ou fortement influencées par les principaux dirigeants ou les membres de leur famille proche.

Les principaux dirigeants sont définis comme les personnes ayant le pouvoir et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société et comprennent les membres du Conseil d'administration.

Les frais liés aux services des Administrateurs ont été supportés par une autre société au titre de leurs services puisqu'il s'agit d'employés du groupe.

	2024				2023			
	Montants dus à/par HSBC Holdings plc		Montants dus à/par les filiales de HSBC Holdings plc		Montants dus à/par HSBC Holdings plc		Montants dus à/par les filiales de HSBC Holdings plc	
	Au 31 décembre	Solde le plus élevé	Au 31 décembre	Solde le plus élevé	Au 31 décembre	Solde le plus élevé	Au 31 décembre	Solde le plus élevé
	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP	En milliers GBP
Actifs								
Montants dus par d'autres entreprises du groupe	32 658	32 658	533 052	556 373	14 352	14 352	427 291	504 721
Trésorerie et équivalents de trésorerie – soldes auprès des entreprises de HSBC			1 300 081	1 380 291			1 052 206	1 551 744
Total de l'actif des parties liées	32 658	32 658	1 833 133	1 936 664	14 352	14 352	1 479 497	2 056 465
Passif								
Montants dus à d'autres entreprises du groupe	30 077	37 823	936 514	1 143 164	28 785	110 719	1 006 066	1 026 411
Dettes financières envers des entreprises du groupe			1 448 084	1 448 084		771 000	1 168 594	1 168 594
Total du passif des parties liées	30 077	37 823	2 384 598	2 591 248	28 785	881 719	2 174 660	2 195 005

Les soldes impayés résultent du cours normal des affaires et dans des conditions sensiblement identiques à celles de transactions comparables avec des contreparties tierces. La durée de crédit convenue avec la plupart des contreparties est de 30 jours.

Les charges d'intérêts (sur un prêt portant intérêt d'une entité du Groupe HSBC) s'élevaient à 108,67 millions GBP (2023 : 56,49 millions GBP) et les produits d'intérêts (des entités liées du Groupe HSBC) à 8,41 millions GBP (2023 : 5,79 millions GBP) au cours de l'exercice.

Les charges intragroupes (des entités liées du Groupe HSBC) se sont élevées à 931 millions GBP (2023 : 851 millions GBP) et les produits intragroupes (des entités liées du Groupe HSBC) à 4 357 millions GBP (2023 : 3 866 millions GBP) au cours de l'exercice.

22. – Sociétés mères.

La société mère ultime et la partie tête de groupe ultime est HSBC Holdings plc, qui est la société mère du plus grand groupe à consolider les présents états financiers. HSBC Holdings plc est la société mère du plus petit groupe à consolider les présents états financiers.

La société mère immédiate est HSBC Global Services Limited. Toutes les sociétés sont immatriculées en Angleterre et au Pays de Galles.

Des exemplaires des états financiers consolidés de HSBC Holdings plc peuvent être obtenus auprès de :

HSBC Holdings plc

8 Canada Square

Londres E14 5HQ

Royaume-uni

Www.hsbc.com

23 Événements postérieurs à la clôture.

Il n'y a pas d'événement significatif postérieur à la clôture.

VII. — Déclaration des responsabilités des Administrateurs

La déclaration suivante, qui doit être lue conjointement avec la déclaration des responsabilités des commissaires aux comptes exposée dans leur rapport à la page 7, est faite en vue de distinguer les responsabilités respectives des Administrateurs et des commissaires aux comptes en ce qui concerne les états financiers.

Déclaration des responsabilités des Administrateurs au titre des états financiers

Il incombe aux Administrateurs de préparer le Rapport annuel et les états financiers conformément à la loi et à la réglementation en vigueur.

Le droit des sociétés impose aux Administrateurs de préparer des états financiers pour chaque exercice. En vertu de cette législation, les administrateurs ont préparé les états financiers conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni. Lors de la préparation de ces états financiers, les administrateurs se sont conformés aux normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (normes IFRS publiées par l'IASB).

En vertu du droit des sociétés, les Administrateurs ne doivent approuver les états financiers que s'ils estiment qu'ils donnent une image fidèle et sincère de la situation de la Société et du résultat pour l'exercice en cours. Lors de la préparation de ces états financiers, les Administrateurs sont tenus de :

- choisir des méthodes comptables appropriées et les appliquer systématiquement ;
- formuler des jugements et des estimations comptables raisonnables et prudents ;
- indiquer si les normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni ont été respectées, sous réserve de toute dérogation significative communiquée et expliquée dans les états financiers ; et
- établir les états financiers selon le principe de la continuité de l'exploitation, sauf s'il est inapproprié de présumer que la Société poursuivra ses activités.

Les Administrateurs sont également chargés de protéger les actifs de la Société et, par conséquent, de prendre des mesures raisonnables pour prévenir et détecter les fraudes et autres irrégularités. Les Administrateurs sont responsables de la tenue des livres comptables adéquats permettant de montrer et d'expliquer les transactions de la Société et de communiquer avec une précision raisonnable à tout moment la situation financière de la Société et leur permettent de s'assurer que les états financiers et le rapport de rémunération des Administrateurs sont conformes à la Loi britannique de 2006 sur les sociétés.

Confirmations des Administrateurs

Conformément à l'article 418 du Companies Act 2006, le Rapport des Administrateurs comprend une déclaration. Dans le cas de chaque Administrateur en fonction à la date d'approbation du Rapport des Administrateurs, que :

- à la connaissance de l'Administrateur, il n'existe aucune information d'audit pertinente dont les commissaires aux comptes de la Société n'ont pas connaissance ; et
- il a pris toutes les mesures qu'il aurait dû prendre en tant qu'Administrateur afin de prendre connaissance de toute information d'audit pertinente et d'établir que les commissaires aux comptes de la Société ont connaissance de cette information.

Au nom du Conseil d'administration

Simon parsons

Administrateur

Le 8 mai 2025

8 Canada square

Londres E14 5HQ

VIII. — Rapport des commissaires aux comptes indépendants aux membres de HSBC Global Services (UK) Limited**Rapport sur l'audit des états financiers.****Opinion**

Selon nous, les états financiers de HSBC Global Services (UK) Limited :

- donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024 et de ses bénéfices et flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement préparés conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni ; et
- ont été préparés conformément aux exigences de la Loi britannique de 2006 sur les sociétés.

Nous avons vérifié les états financiers, inclus dans le rapport annuel et les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (le « rapport annuel »), parmi lesquels figurent : le bilan au 31 décembre 2024 ; le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des flux de trésorerie et l'état des variations des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ; et les notes aux états financiers, qui comprennent des informations importantes sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion :

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (Royaume-Uni) (« Normes ISA (Royaume-Uni) ») et à la législation applicable. Les responsabilités qui nous incombent en vertu des Normes ISA (Royaume-Uni) sont

décrites plus en détail dans la section de notre rapport consacrée aux responsabilités des commissaires aux comptes quant à l'audit des états financiers. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance :

Nous sommes restés indépendants de la Société conformément aux exigences éthiques pertinentes pour notre audit des états financiers au Royaume-Uni, qui comprennent la norme éthique du FRC, et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences.

Conclusions relatives à la continuité d'exploitation :

Sur la base des travaux que nous avons effectués, nous n'avons pas identifié d'incertitudes significatives relatives à des événements ou à des conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle la publication des états financiers est autorisée.

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs du principe de continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers est appropriée.

Toutefois, dans la mesure où tous les événements ou toutes les conditions à venir ne sont pas prévisibles, cette conclusion ne constitue pas une garantie quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités.

Nos responsabilités et celles des administrateurs en matière de continuité d'exploitation sont décrites dans les sections correspondantes du présent rapport.

Rapport sur les autres informations

Les autres informations comprennent toutes les informations contenues dans le Rapport annuel autres que les états financiers et notre rapport d'audit y afférent. Les administrateurs sont tenus responsables des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ni, sauf indication contraire explicite dans le présent rapport, aucune forme d'assurance à leur égard.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, il nous incombe de lire les autres informations et, ce faisant, d'examiner si les autres informations sont substantiellement incohérentes avec les états financiers ou les connaissances que nous avons obtenues dans le cadre de l'audit, ou semblent autrement comporter des anomalies significatives. Si nous identifions une incohérence ou une anomalie significative apparente, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures pour déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou dans les autres informations. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à l'existence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler au titre de ces responsabilités.

En ce qui concerne le Rapport stratégique et le Rapport des Administrateurs, nous avons également examiné si les informations requises par la Loi britannique de 2006 sur les sociétés ont été incluses.

Sur la base des travaux que nous avons menés au cours de l'audit, la Loi britannique de 2006 sur les sociétés nous impose également de rendre compte de certaines opinions et questions telles que décrites ci-dessous.

Rapport stratégique et Rapport des Administrateurs

À notre avis, d'après les travaux entrepris au cours de l'audit, les informations fournies dans le Rapport stratégique et le Rapport des Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont cohérentes avec les états financiers et ont été préparées conformément aux exigences légales applicables.

À la lumière des connaissances et de la compréhension de la Société, ainsi que de son environnement acquis au cours de l'audit, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans le Rapport stratégique et le Rapport des Administrateurs.

Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit**Responsabilités des Administrateurs quant aux états financiers**

Comme expliqué plus en détail dans la Déclaration des responsabilités des Administrateurs au titre des états financiers, il revient aux Administrateurs de préparer les états financiers conformément au cadre applicable et de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et sincère. Les administrateurs sont également responsables du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, il incombe aux administrateurs d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité de l'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou n'ont pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Responsabilités des commissaires aux comptes quant à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit qui inclut notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes ISA (Royaume-Uni) détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Les irrégularités, y compris la fraude, sont des cas de non-conformité aux lois et réglementations. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, décrites ci-dessus, afin de détecter les anomalies significatives relatives à des irrégularités, y

compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter des irrégularités, y compris des fraudes, est détaillée ci-dessous.

D'après notre compréhension de la Société et du secteur, nous avons identifié les principaux risques de non-conformité aux lois et réglementations liées à la Loi britannique de 2006 sur les sociétés ainsi qu'aux lois en matière d'impôt des sociétés, et nous avons examiné dans quelle mesure cette non-conformité pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers. Nous avons évalué les incitations et les possibilités de manipulation frauduleuse des états financiers par la direction (y compris le risque de contournement des contrôles), et nous avons déterminé que les principaux risques étaient liés à la saisie d'écritures comptables inappropriées pour fausser la performance financière et aux biais de la direction dans les estimations comptables. Les procédures d'audit mises en œuvre par l'équipe affectée à la mission consistaient notamment à :

- Identifier et tester les écritures comptables saisies qui présentent un risque de fraude plus élevé, telles que celles saisies par des utilisateurs inattendus, ou celles saisies à l'aide de combinaisons de comptes inattendues ;
- Remettre en question les hypothèses et jugements formulés par la direction dans ses estimations comptables significatives, notamment en ce qui concerne l'évaluation de l'obligation de pension à prestations définies ;
- Examen des procès-verbaux des réunions des personnes chargées de la gouvernance de l'entreprise ; et
- Intégrer l'imprévisibilité dans la nature, le calendrier et/ou l'étendue de nos tests.

Les procédures d'audit décrites ci-dessus présentent des limites inhérentes. Nous sommes moins susceptibles de prendre connaissance de cas de non-conformité aux lois et réglementations qui ne sont pas étroitement liés à des événements et transactions reflétés dans les états financiers. Par ailleurs, le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la dissimulation délibérée par, par exemple, la falsification ou les fausses déclarations intentionnelles, ou par la collusion.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers figure sur le site Internet du FRC à l'adresse suivante : www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities. Cette description fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Utilisation du présent rapport.

Le présent rapport, y compris les opinions, a été préparé uniquement à l'intention des membres de la Société en tant qu'entité conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la Loi britannique de 2006 sur les sociétés et à aucune autre fin. En donnant ces opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à toute autre fin pour laquelle ou pour toute autre personne à laquelle le présent rapport est présenté ou entre les mains de qui il pourrait arriver, sauf accord exprès de notre consentement écrit préalable.

Autres déclarations requises

Déclaration des dérogations à la Loi britannique de 2006 sur les sociétés

En vertu de la Loi britannique de 2006 sur les sociétés, nous sommes tenus de vous informer si, à notre avis :

- nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour mener notre audit ; ou
- la Société n'a pas tenu de livres comptables adéquats ou n'a pas reçu de la part des succursales que nous n'avons pas visitées les réponses adéquates dans le cadre de notre audit ; ou
- certaines informations sur la rémunération des administrateurs prévues par la loi ne sont pas communiquées ; ou
- les états financiers ne concordent pas avec les documents comptables et les déclarations.

Nous n'avons pas d'exception à signaler au titre de cette responsabilité.

Gareth Amison (Commissaire aux comptes titulaire)

Pour et au nom de [pricewaterhousecoopers LLP](http://www.pwc.co.uk)

Experts-comptables et commissaires aux comptes

Londres, royaume-uni

Le 8 mai 2025